

Annexe 4

Santé et environnement

Site de Poitiers

ERENA

Annexe 4.11

Restitution des débats citoyens

Thème : Santé et Environnement. Chauvigny. 27 février 2018

Titre affiché : Santé et environnement

Rencontre-débat tous publics.

Description de la manifestation réalisée

Organisation

Lieu : Chauvigny ; Salle Charles Trénet. 27 février 2018 de 20 heures à 22 heures 30.

Intervenants :

Pr Virginie Migeot, Santé publique, Université de Poitiers, CHU/CCI Inserm. Pr Sylvie Rabouan, Pharmacien, Chimiste, Université de Poitiers, CHU/CCI Inserm. Roger Gil, Espace éthique régional, site de Poitiers. Animation : Alain Defaye, Directeur départemental du Journal « La Nouvelle République ».

Public ciblé : tous publics.

Modalités de publicité

Affichage, flyers, Presse écrite, Radio, Liste de diffusion mail de l'Espace éthique, site web de l'Espace éthique.

Participation

209 participants (183 inscrits et 26 non-inscrits) dont 44 étudiants.

C'est la ville de Chauvigny à une vingtaine de kilomètres de Poitiers qui a été choisie pour accueillir une rencontre-débat grand public sur le thème « environnement et santé » en raison de sa situation périurbaine, en contact avec le monde urbain et le monde rural et afin de laisser un espace d'expression au monde rural dans une France de plus en plus « métropolisée ». Le maire de Chauvigny, médecin, a mis gratuitement la salle de spectacle à la disposition de l'Espace éthique. Deux cent neuf personnes étaient présentes. Le débat était animé par un journaliste, directeur départemental de la « Nouvelle République » du Centre-Ouest. Deux experts étaient présents, enseignants-chercheurs sur la thématique des perturbateurs endocriniens (CIC-INSERM du CHU de Poitiers) ainsi que le directeur du site de Poitiers de l'ERENA. L'animateur a utilisé la méthode de l'interview pour préciser d'abord avec les trois intervenants le cadre du débat. Le dialogue public-intervenants a occupé la plus grande partie de la rencontre qui a duré au total plus de deux 2h30.

Le public présent témoignait d'une prise de conscience inquiète pour les uns, soucieuse d'en savoir plus pour d'autres sur les liens entre les modifications de l'environnement liées aux

activités humaines et le retentissement de ces modifications sur la santé humaine donc sur la vie. Aucun membre du public ne s’est avéré minimisateur ou négationniste.

Principales opinions évoquées, argumentaires présentés, propositions

Methodologie

Les interventions du public ont été enregistrées puis analysées quantitativement et qualitativement à partir du verbatim.

Charge émotionnelle (pourcentage de la couverture)

La charge émotionnelle est majoritairement neutre, parfois négative (pourcentage de couverture de l’ordre de 12%) et elle n’est jamais positive. Il est vrai que les débats ont pris parfois un ton désabusé :

Si nous sommes arrivés à ces abus c’est que justement le poids de ces lobbys, c’est le poids de la finance, de l’économie sur l’orientation des recherches a pris le pas sur l’éthique, a pris le pas sur le politique.

C’est un point de vue, mais si on regarde tout ce qui s’est passé, les abus dont je parlais on peut se poser la question : « Qu’est-ce qui fait marcher la science ?

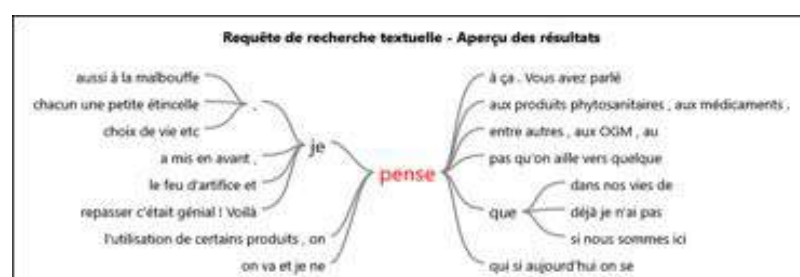
Les mots les plus utilisés



Figure 1. Les mots les plus utilisés et figure 2 (ci-dessous) : recherche textuelle autour du mot « penser ».

Le mot « questions » est le plus utilisé, suivi par les mots « scientifiques » et science » qui sont interpellés sur des sujets complexes où les intervenants tentent de

mieux préciser leurs propos en usant fréquemment de termes comme « parler » (et ses déclinaisons lexicales ou encore « penser » comme l’illustre la recherche textuelle ci-contre (figure 2). Bien entendu les mots « environnement », « santé », et ceux évoquant la temporalité des questionnements et des décisions (comme « aujourd’hui », « temps » sont aussi



largement représentés, et même le mot « éthique ».

La recherche textuelle autour de la temporalité (de la réflexion, des décisions) mérite aussi d'être considérée :



Figure 2. Recherche textuelle autour du mot « temps »

L'importance de l'utilisation de l'adverbe « beaucoup » indique la profusion des « questions », des « abus » contrastant avec la lenteur des décisions politiques.



Figure 3. Recherche textuelle autour du mot « beaucoup »



Figure 4. Recherche textuelle autour du mot « politique »

Les thèmes évoqués et leurs poids respectifs

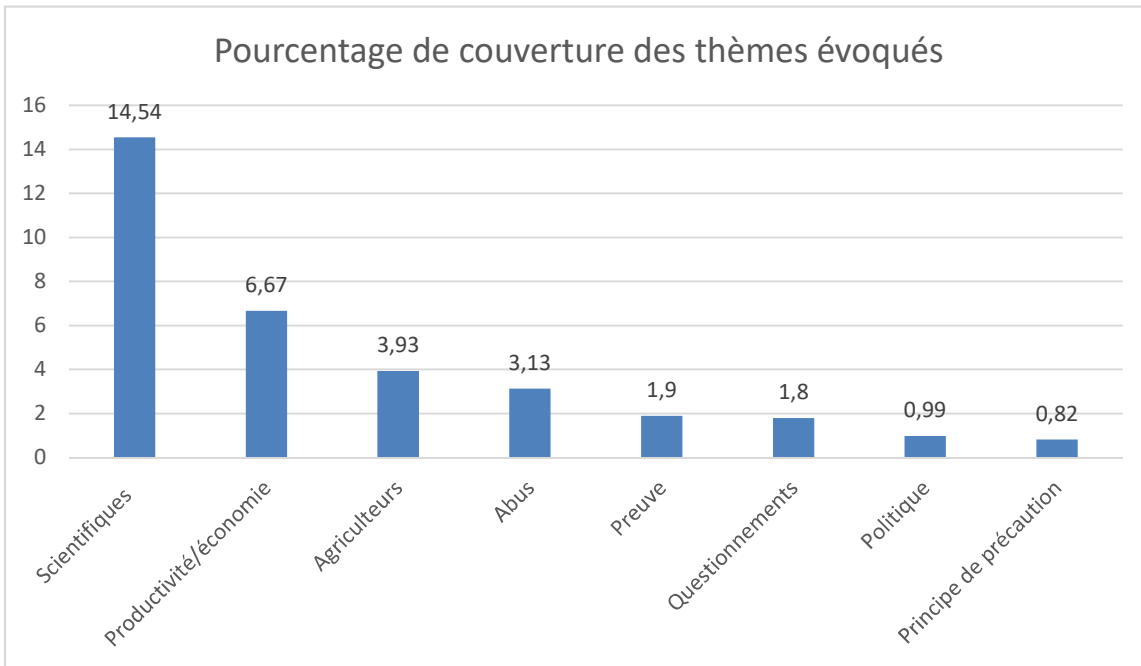


Tableau 1. Pourcentages de couverture des thèmes évoqués

En dehors de l'implication du monde agricole, deux termes émergent : le monde scientifique, les concepts de productivité et d'économie, puis les « abus ».

Opinions, argumentaires, questionnement des participants

L'interpellation du monde scientifique et le poids des lobbies économiques et financiers dans la priorité donnée à la productivité

Le temps des scientifiques qui semble lent...

... parce qu'on attend des preuves, on attend le seuil critique...

Le public est conscient - même s'il la déplore – de la lenteur des scientifiques à apporter des preuves aux questionnements, et ce malgré le principe de « précaution » inscrit dans la Constitution. Le public pointe ainsi une impasse qui concerne et les politiques nationaux et les instances européennes et qui tient à ce que l'on recherche des preuves sans définir précisément le seuil de suspicion qui déclencherait le principe de précaution. Ceci est une facette du questionnement éthique vis-à-vis de la science.

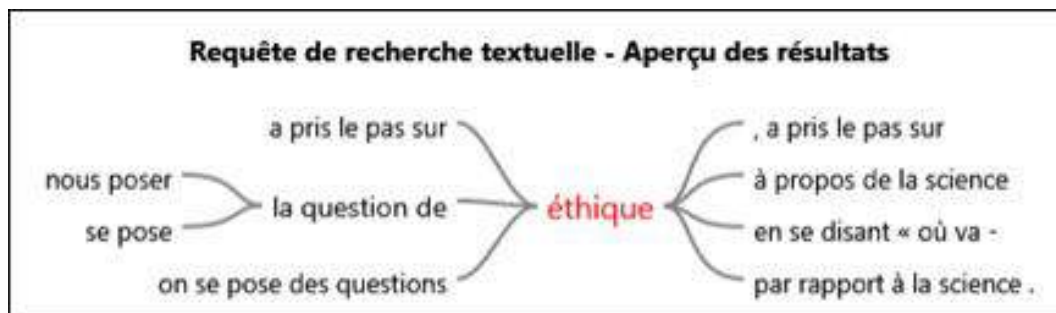


Figure 5. Recherche textuelle autour du mot « éthique »

Mais il en existe d'autres et notamment le poids des lobbys économiques et financiers qui orientent et financent leurs propres recherches scientifiques puis qui proposent au monde professionnel et notamment au monde agricole leurs propres modèles fondés sur la productivité :

Si nous sommes arrivés à ces abus c'est que justement le poids de ces lobbys, c'est le poids de la finance, de l'économie sur l'orientation des recherches a pris le pas sur l'éthique, sur le politique...

Vous nous invitez à nous questionner et nous nous questionnons beaucoup, au sein du monde paysan, sur l'orientation économique en particulier...

Mais la recherche publique est aussi interpellée par un agriculteur qui décrit sa rencontre avec un chercheur d'un EPST (établissement public scientifique et technologique). Ce dialogue, « vieux de quarante ans » vaut la peine d'être rapporté

Je me souviens quand j'étais étudiant nous nous étions rendus dans un centre... [de recherche]... où une équipe travaillait sur la transplantation embryonnaire chez les bovins, il y a environ 40 ans. Nous étions quelques jeunes à nous poser la question de l'éthique en se disant « où va-t-on avec ces travaux de recherche de transplantation embryonnaire »? Vous vous doutez bien que le but était d'augmenter la productivité des bovins et donc de raccourcir le délai de recherche génétique. L'enjeu était clair, il était d'abord économique. Je me souviens avoir demandé au scientifique auquel on s'adressait : « Vous ne vous posez jamais de questions quand vous faites vos recherches ? » Il m'a répondu :

« Je suis un scientifique, mon objectif c'est la transplantation embryonnaire, pour le reste c'est à la société de décider si c'est utile ou pas. C'est un point de vue, mais si on regarde tout ce qui s'est passé, les abus dont je parlais on peut se poser la question : « Qu'est-ce qui fait marcher la science ? »

C'est ainsi la responsabilité sociétale des chercheurs qui est interpellée. Et il est vrai que les protocoles scientifiques devenus des publications ont certes fait l'objet d'un avis éthique mais au-delà de la pertinence et de la validité scientifique de la recherche, qu'en est-il d'une réflexion anticipatrice sur les conséquences éthiques à moyen et à long terme de la recherche publiée ? Il s'agit en quelque sorte d'une invitation faite à la science de s'extraire d'une certaine myopie éthique dès lors qu'elle vise non la valeur scientifique stricto sensu de la recherche mais ses conséquences sociétales à court terme, à moyen terme voire à long terme. Quant au monde des politiques et des décideurs, il est plutôt considéré comme englué par l'évolution scientifique et les aspects économiques dans une temporalité longue où la réflexion retarde les décisions alors même qu'un « autre temps s'accélère », celui qui montre « l'impact sur l'environnement et la santé ». Et ceci même, souligne une intervenante si les instances européennes ont évoqué « les signaux précoces et leçons tardives donnés par l'amiante et certains pesticides »... « dont on connaissait les effets délétères et qu'on a sciemment ignorés pour différentes raisons essentiellement économiques, politiques aussi et

qui parlaient beaucoup du principe de précaution... », mais qui en ce qui concerne la protection de la santé « ont laissé beaucoup de gens au bord de la route ».

Le monde agricole et les abus comme modifications induites du comportement

Avec en toile de fond, l'ombre du glyphosate, le monde agricole reconnaît des pratiques abusives, mais où se situent les responsabilités ?

Des abus dans l'utilisation de certains produits, on pense aux produits phytosanitaires, aux médicaments. Ces abus, qui en est à l'origine ?

Je terminerai en disant que nous, les paysans, sommes nombreux aujourd'hui, face à tous ces abus à constater qu'on nous a orientés dans le mauvais chemin

Le glyphosate, ce ne sont pas les agriculteurs qui l'ont inventé, derrière tout ça il y a des équipes de scientifiques qui ont travaillé sur le sujet, et donc on se pose des questions d'éthique par rapport à la science.

Le vécu du monde agricole, tel qu'il est relaté ici, est que les lobbies économiques et financiers portés par les grosses firmes orientent les recherches, excipent des gains de productivité, s'imposent aux pouvoirs publics, attisent l'intérêt des agriculteurs, induisent ainsi de nouveaux modèles de production qui peuvent conduire à des abus : les questionnements suscités, la quête de preuves, laissent les politiques dans des impasses décisionnelles que ce soit sur le plan national comme sur le plan international. Et c'est ainsi que la « finance » et « l'économie » « prennent le pas sur l'éthique ». Car il est difficile de sortir de modèles de production financièrement bénéfiques pour les firmes industrielles, les pays et les agriculteurs eux-mêmes alors même que ces modèles peuvent être « délétères » pour la santé et l'environnement.

Environnement et santé : une détermination ? Un combat ?

La prise en compte des liens entre environnement et santé doit-elle procéder d'une détermination, d'un combat, de l'un et l'autre, de l'un ou l'autre ? Un représentant du monde agricole, membre de la Confédération paysanne, appelle à ne pas s'en remettre à la seule science portée par la finance et orientée vers la seule productivité : il considère que de la science existe aussi dans les traditions agricoles et qu'il faut désormais être plus critique dans les propositions qui leur sont faites :

... Nous, les paysans, sommes nombreux aujourd'hui, face à tous ces abus à constater qu'on nous a orientés dans le mauvais chemin et on se dit qu'aujourd'hui la science on va la produire nous-mêmes, du moins en partie. Parce que le monde paysan comme le monde ouvrier est porteur de science. Nos ancêtres ont travaillé pendant des siècles sur beaucoup de choses, nous en avons perdu beaucoup de ces informations riches de nos ancêtres mais nous en avons gardé. Aujourd'hui notre façon de voir, de traiter les travaux scientifiques, nous ne sommes pas de bons petits soldats qui obéissons aux orientations du moment. Nous recherchons à faire mieux notre métier mais nous comptons aussi sur notre science, notre capacité à produire nous-mêmes de la science.

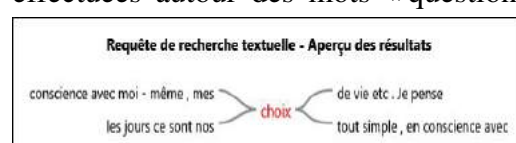
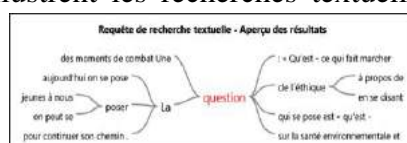
Il a aussi été fait état de la nécessité d'un combat sans esquiver ses difficultés : dénoncer des produits suspects d'être dangereux ouvre à une aventure qui est celle de « *fonder scientifiquement une suspicion* ». C'est à nouveau le niveau de preuve qui est interrogé et l'absence d'accord international sur le seuil de déclenchement du principe de précaution. Les instances décisionnelles nationales et internationales invoquent le principe de précaution mais en même temps sont tentées d'attendre la preuve statistique avant de prendre des décisions, ce qui est contradictoire et devrait conduire à une étude approfondie du concept de principe de précaution et de ses enjeux éthiques. Aujourd'hui trois temporalités entrent en tension : deux temporalités lentes concernent les questions posées au monde scientifique et la recherche de preuves d'actions néfastes sur l'environnement et la santé, le temps de réflexion des décideurs et des politiques alors qu'un troisième s'accélère, celui des impacts des activités humaines sur l'environnement et leur retentissement sur la santé.

Ultimes remarques

Cette rencontre-débat organisée à la lisière entre le monde urbain et le monde rural indique une prise de conscience des liens entre les activités humaines, l'environnement, la vie en général et la santé humaine en particulier. Bien sûr de tels débats extériorisent des peurs comme celles provoquées chez certains sujets « *électrosensibles* » par « *les ondes électromagnétiques* ». Elles doivent sans doute être écoutées. Mais au-delà se déploient des réflexions, dont certaines sont citées dans le débat et qui concernent « *les OGM, le glyphosate, la malbouffe* », « *le risque microbiologique en rapport avec le changement climatique* », « *le risque chimique* » notamment au niveau de la qualité de l'eau. La science montre la complexité de ses visages : elle a été citée comme responsable de progrès de productivité « *délétères* » pour l'environnement, elle a aussi été taxée d'indifférence à l'égard des applications industrielles ou agricoles des découvertes scientifiques. Mais la science prend aussi sa part dans les études qui visent à mieux définir les liens entre environnement et santé : c'est ce témoignage qui a été donné par les deux expertes mobilisées lors de ce débat et dont le thème de recherche concerne les perturbateurs endocriniens. Ces relations entre science-éthique-société-décideurs politiques, essentielles méritent la plus grande attention : il y va de la santé des êtres humains dans un environnement atmosphérique, minéral, végétal, animal dont chacun doit se sentir comptable. Car dans ce domaine, comme dans d'autres, il n'y a pas que la responsabilité collective, il y a aussi un appel à des comportements individuels qui peuvent d'additionner « *comme des étincelles dans le feu d'artifice de la société* ». Une participante pouvait donner au cours du débat le témoignage suivant :

Je pense que dans nos vies de tous les jours ce sont nos choix tout simples, en conscience avec moi-même, mes choix de vie...Je pense que déjà je n'ai pas de pouvoir sur les autres mais j'ai peut-être ce pouvoir sur moi-même, celui de pouvoir prendre des décisions...de lâcher prise [pour] se dire... [qu'il faut]... peut-être faire différemment aujourd'hui.

C'est ce qu'illustrent les recherches textuelles effectuées autour des mots « questions » et « choix » :



Figures 5 et 6 : recherches textuelles autour des mots « question » et « choix »

Annexe 4.12

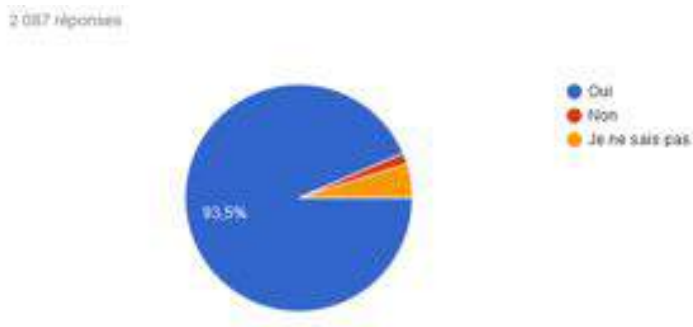
Question 14. Activités humaines et environnement

Pensez-vous que les activités humaines (par exemple dans les domaines de l'agriculture, l'industrie, la production énergétique) puissent générer des effets néfastes sur l'environnement animal, climatique ou végétal ?

Résultats quantitatifs

Résultats globaux

Figure 1 Q14. Pourcentages de répartition des réponses



L'immense majorité des citoyens ayant renseigné le questionnaire est consciente des effets néfastes de certaines activités humaines sur l'environnement (1952/2087, soit 93,5%), un petit nombre dit ne pas savoir (102, soit 4,9%) et un nombre infime (33/2087 soit 1,6%) nie tout effet

néfaste des activités humaines sur l'environnement.

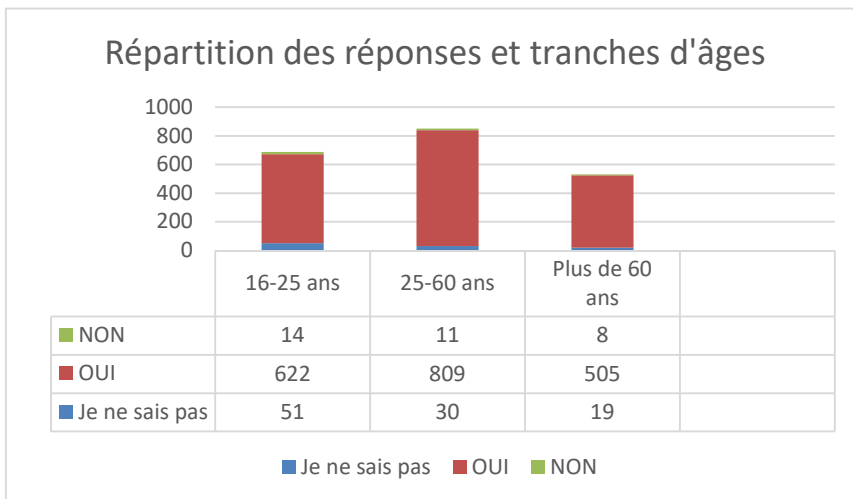


Figure 2 Q14. Histogramme des réponses selon le sexe

	Je ne sais pas	oui	non	Totaux
16-25 ans	51 soit 7,4 %	622 soit 90,5 %	14 soit 2%	687
25-60 ans	30 soit 3,5 %	809 soit 96,2 %	11 soit 1,3%	850
Plus de 60 ans	19 soit 3,6 %	505 soit 94,9 %	8 soit 1,5%	532
Totaux	100	1936	33	2069

Tableau 1 Q14. Répartition des réponses et tranches d'âges sur 2069 réponses exploitables

La génération la plus jeune (16-25 ans) déclare plus souvent son ignorance alors qu'il n'y a guère de différences entre les deux générations suivantes.

Etude textuelle qualitative : 1075 commentaires aux réponses

Valence émotionnelle

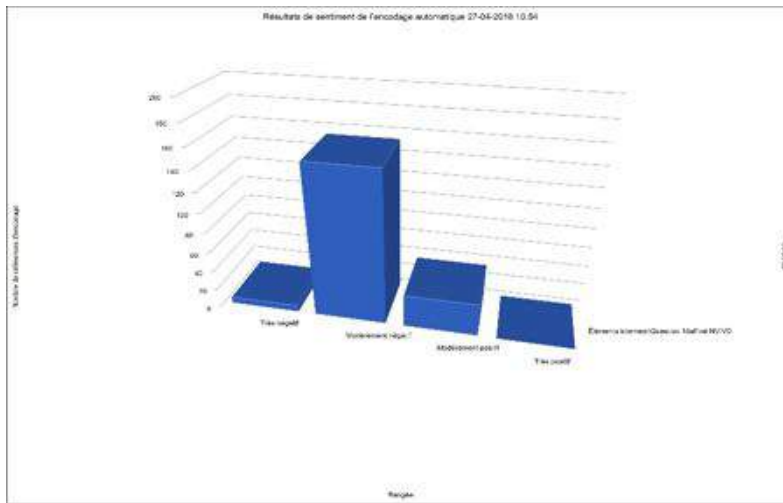


Figure 3 Q14. Histogramme montrant la répartition de la valence émotionnelle en fonction des références d'encodage.

La valence émotionnelle concerne 25,4% des références d'encodage (186/729) et il s'agit essentiellement d'un sentiment négatif (151/186 soit 81,2%). On trouve en effet nombre de mots négativement connotés dans la diversité de leurs champs lexicaux comme « polluer », « néfastes (effets) », « ravages », « dangereux », « mortalité », « destruction », « dégradation », « extinction », « disparition », voire catastrophe. Les mots connotés positivement en appellent au « respect », « à la « protection » du monde qui ne doit pas être « entravée ».

Fréquence des mots

Nuage de mots



Figure 4 Q14. Nuage de mots

La construction d'un nuage des 50 mots les plus fréquents regroupés par champs lexicaux montre que la prise de conscience citoyenne n'est pas que « quantitative », ni seulement émotionnelle ; elle est

aussi rationnelle et témoigne du niveau d'information comme en attestent bien sur les termes comme « pollution », « climatiques (et réchauffement) », « pesticides », « produits

(chimiques) », « animaux (et abeilles/disparition) », « agriculture (intensive) », « déforestation » etc...

Constats les plus commentés

Les dix thèmes les plus commentés (ou « nœuds ») classés en pourcentage de la couverture sont les suivants :

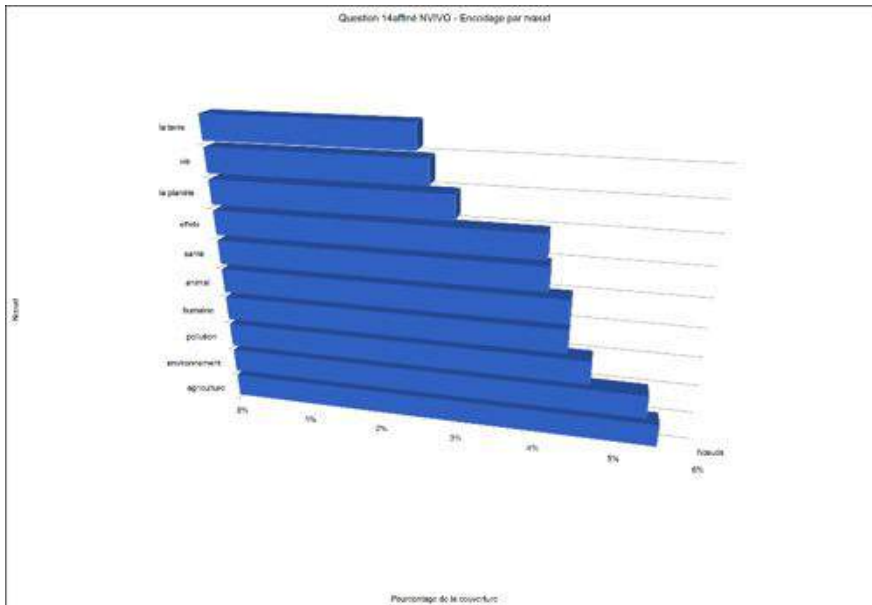


Figure 5. Q14. Les thèmes les plus souvent commentés et argumentés

On trouve ainsi les termes : agriculture, environnement, pollution, humain(e), animal, santé, effets, planète, vie, terre. A partir de ces nœuds d’encodage, les commentaires buissonnent comme par exemple, à

partir du terme « humain(e) » :

L'activité humaine rejette de nombreux produits nocifs dans l'environnement, que ce soit la terre, l'eau, l'air. Par son évolution déraisonnée, par l'appât du gain, le genre humain s'autodétruit. Cela a un impact sur la faune, et par ricochet sur l'être humain. L'intervention humaine affecte systématiquement l'équilibre symbiotique du biotope avec sa biocénose. Nous avons pu observer que des produits chimiques ont un impact néfaste sur la santé humaine.

Un commentateur impatient s’indigne même que la question 14 évoque l’animal et non l’humain alors que le thème général s’intitule santé et environnement, preuve de la mobilisation que peut susciter la problématique abordée ! Et un autre répondeur synthétisera :

Bien sûr que l'activité humaine génère des effets néfastes sur tout ce qui vit.

La biodiversité

Le recherche textuelle montre que même peu employé, le terme « biodiversité » n’a pas été ignorée dans ses mécanismes et ses conséquences comme le montre la synapsie suivante :

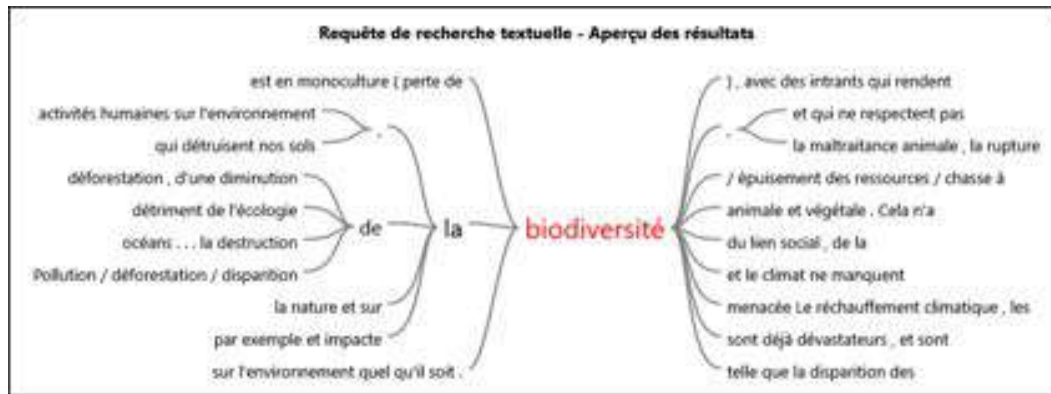


Figure 6Q14. Recherche textuelle autour du mot « biodiversité » avec sa synapsie

Conclusions

L'analyse des réponses à la question concernant l'opinion des citoyens sur le retentissement, possiblement néfaste, des activités humaines sur l'environnement, montre que l'immense majorité est consciente des risques comme de l'interdépendance du « vivant ». Les sujets qui déclarent ne pas savoir sont en très petit nombre mais davantage présents dans la génération la plus jeune. La question suscite une mobilisation émotionnelle sur le registre de l'inquiétude, solidement argumentée rationnellement et nourrie par un excellent niveau d'information tout au moins pour ce qui concerne la France hexagonale.

Annexe 4.13

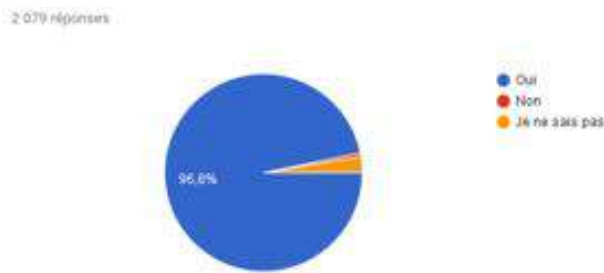
Question 15. Activités humaines, environnement, santé

Si des activités humaines génèrent des effets néfastes sur l'environnement, pensez-vous que ces effets puissent avoir des conséquences négatives sur la santé des êtres humains ?

Résultats quantitatifs

Résultats globaux

Figure 1 Q15. Pourcentages de répartition des réponses



L'immense majorité des citoyens ayant renseigné le questionnaire pense que les effets néfastes de certaines activités humaines sur l'environnement peuvent avoir des conséquences négatives sur la santé des êtres humains (2012/2079, soit 96,8%), un très petit nombre dit ne pas savoir (55

soit 2,6%) et un nombre infime (12/2079 soit 0,6%) nie tout effet néfaste des activités humaines sur l'environnement. Il existe donc une quasi-unanimité de citoyens ralliés au concept de santé environnementale.

Etude textuelle qualitative : 973 commentaires aux réponses

Valence émotionnelle

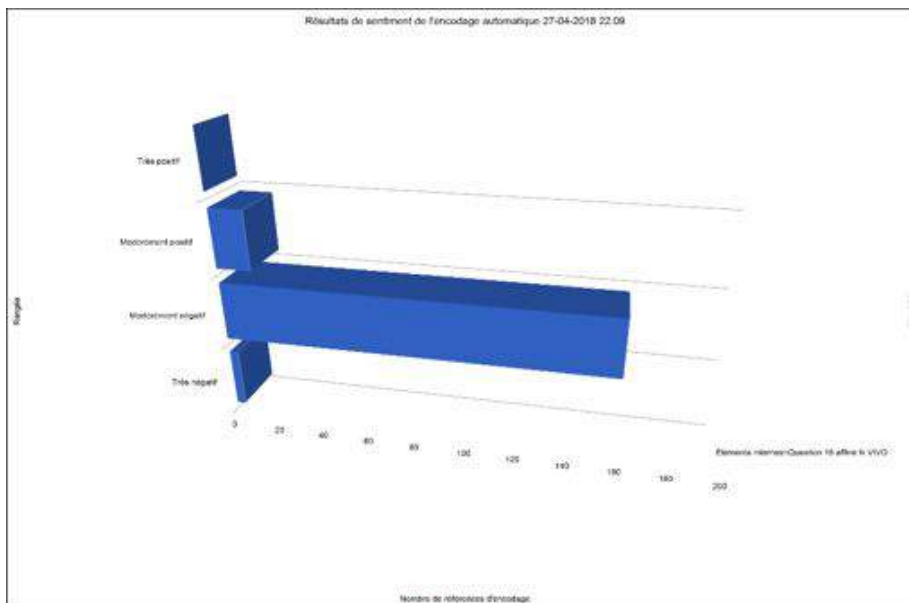


Figure 2 Q15. Histogramme montrant la répartition de la valence émotionnelle des références d'encodage.

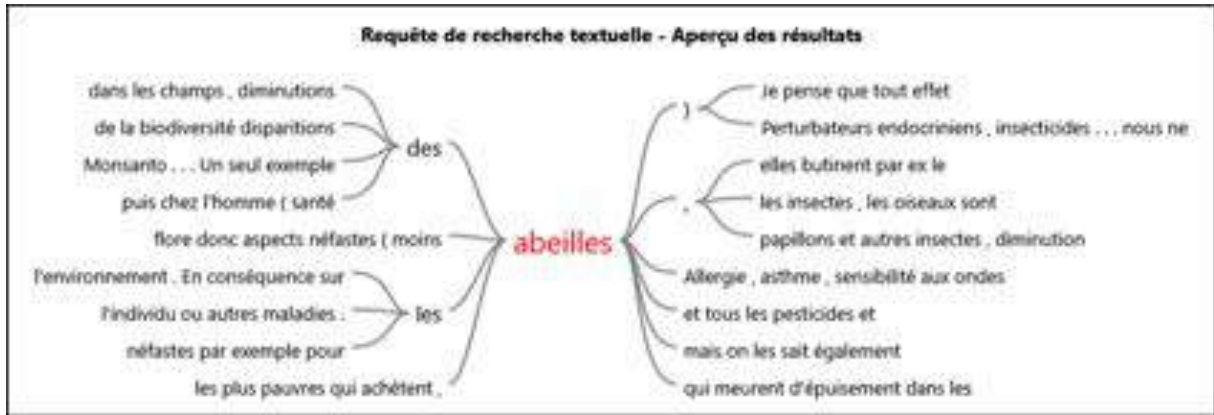


Figure 5. Q15. Synapsie du mot « abeille »

Plus d'abeille plus de vie

Les traitements mis en œuvre sur les cultures sont néfastes par exemple pour les abeilles mais on les sait également néfastes pour les agriculteurs eux même et les produits que nous consommons.

Souvent les effets sont visibles sur l'environnement puis après chez les animaux puis chez l'homme (santé des abeilles).



Figure 6 Q15. Synapsie du mot « glyphosate »

Et certains commentaires résumant en quelques mots :

*On fait partie de l'environnement donc on subit...
 Nous sommes partie prenante de l'environnement...
 L'être humain est un élément de l'environnement...
 Tout est lié, nous faisons partie de la nature...*

Conclusions

Une majorité massive des personnes ayant renseigné le questionnaire témoigne de sa conviction des conséquences que peuvent avoir sur la santé les modifications de l'environnement produites par les activités humaines. Cette conviction s'exprime dans un climat de mobilisation émotionnelle et d'appropriation d'informations structurées sur le sujet.

Annexe 4.14

Question 16. Conduite à tenir à l'égard de l'utilisation agricole de produits présumés dangereux pour la santé humaine

Si un produit vous apparaît dangereux pour la santé des hommes mais que ce produit est déclaré indispensable pour obtenir des rendements agricoles aptes à permettre que les agriculteurs aient une vie économique décente, faut-il selon vous :

- Interdire le produit quelles que soient les conséquences économiques pour les agriculteurs-
- Continuer d'employer le produit quelles que soient les conséquences pour la population-
- Procéder de manière progressive afin d'avoir le temps de trouver un produit de substitution qui pourrait être efficace et non nuisible-
- Encourager des méthodes alternatives de culture et de distribution-
- Ne se prononce pas

Résultats quantitatifs

Résultats globaux

2 076 réponses

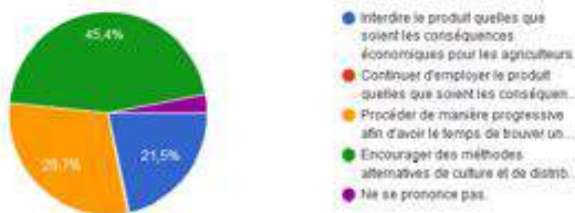


Figure 1 Q16. Pourcentages des réponses

Si les personnes ayant renseigné le questionnaire se sont avérées quasi-unanimes quant aux constats, les fractures sociétales apparaissent dans la conduite à

tenir à l'égard des produits qui apparaissent dangereux en agriculture. Une infime minorité (7/2076 soit 0,3%) préconise de continuer à employer le produit quelles que soient ses conséquences sur la population, le groupe le plus nombreux (942 soit 45,4%) est celui qui encourage des méthodes alternatives de culture et de distribution alors que 29,7% (617) préfèrent procéder de manière progressive permettant de trouver un produit de substitution, tandis que 447 (21,5%) préfèrent interdire le produit quelles que soient les conséquences économiques pour les agriculteurs alors que 3% (63) ne se prononcent pas.

	Continue	Encourage des méthodes alternatives	Interdit	Procède de manière progressive	Ne se prononce pas	Totaux
Population totale	7 (0,3%)	942 (45,4%)	447 (21,5%)	617 (29,7%)	63 (3%)	2076
Agriculteurs	1 (1,3%)	31 (39,7%)	6 (7,7%)	38 (48,7%)	2 (2,6%)	78
Péri-urbain	2 (0,4%)	208 (45,2%)	98 (45%)	142 (30,9%)	10 (2,2%)	460
Rural	2 (0,4%)	210 (45%)	95 (20,3%)	145 (31%)	15 (3,2%)	467
Urbain	2 (0,2%)	513 (46%)	246 (22,1%)	316 (28,4%)	37 (3,3%)	1114

Tableau 1. Q 15. Répartition des réponses en fonction de l'habitat et chez les agriculteurs

Les agriculteurs se distinguent toutefois de la population générale des répondants d'une part et des personnes habitant une zone urbaine. En effet les agriculteurs sont moins enclins à interdire le produit incriminé que les citadins (7,7% vs 22,1%). Ils sont aussi moins souvent enclins à préférer des méthodes alternatives (39,7% vs 46%); par contre ils sont plus nombreux à préférer une solution progressive pour attendre un produit de substitution (48,7% vs 28,4%), ces différences de pourcentages étant significatifs (Chi carré 21,58 ; ddl=4 ; p<.001).

Etude textuelle qualitative : 973 commentaires aux réponses

Fréquence des mots



Figure 2 Q16. Nuage de mots

La construction d'un nuage des 50 mots les plus fréquents regroupés par champs lexicaux montre que le terme « produits », le plus utilisé, précède de peu le mot « agriculteurs » avec en trait d'union, deux verbes qui fonctionnent comme des outils de connexion lexicale tendus entre ce

qu'il « faut » faire, et ce qui « peut » être fait. Car ce sont bien des « méthodes » de « culture » qui doivent être reconsidérées pour tenir compte et des effets sur la « santé » et des données « économiques ». Le terme « d'alternatives » a été abondamment cité, avec le verbe « encourager » et avec une fréquence moindre le terme « interdire » : les commentaires suivent là les opinions exprimées dans les réponses alors que le terme « substitution » apparaît moins cité en tant que tel (couverture : 0,28%) alors que le nombre d'opinions favorables à des solutions de substitution est, on l'a vu, supérieur à celles qui se rallient à l'interdiction, terme pourtant plus souvent utilisé (0,50%). Est-ce lié à une désillusion de la volonté des grandes firmes de promouvoir des recherches allant dans ce sens ? C'est en tout cas ce qui a pu s'exprimer, comme par exemple :

Cela fait des dizaines d'années que nous connaissons les effets néfastes de pesticides utilisés par l'agriculture intensive. Nous n'avons pas, pour autant, développé des produits de substitution ... les lobbies de l'industrie tels que Monsanto ont beaucoup de pouvoir économique et la santé des populations ne les intéressent pas...

Ce qui conduit à se tourner vers la puissance publique :

Les produits utilisés en agriculture comme dans d'autres domaines méritent que La Science donc l'Etat engage des recherches pour trouver des produits de substitution moins nocifs.

Pour le moment les agriculteurs n'ont pas les moyens de substitution alors que fait la recherche?

Arguments et propositions

Thèmes	Couverture
produits	14,65%
santé	7,61%
agriculture	7,48%
méthodes	6,41%
solutions	4,78%
production	4,71%
population	4,20%
rendement	3,93%
temps	3,64%
vie	3,61%

Tableau2. Q15. Argumentation classée en dix thèmes en fonction de leur récurrence (pourcentage de couverture)

L'argumentation mêlant constats, opinions et propositions s'est exprimée autour de dix thèmes, les plus souvent exprimés mais bien sûr non exhaustifs. Ils permettent néanmoins déjà d'éviter les postures caricaturales et incantatoires sur un sujet qui engage la société rurale et urbaine dans le quotidien de la vie.

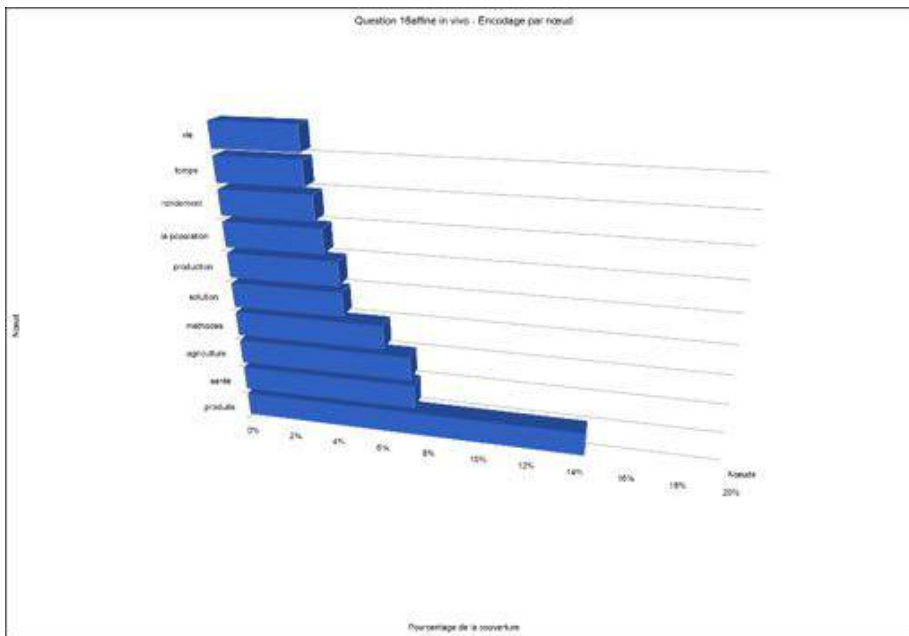


Figure 3 Q16. Les dix thèmes de discussion argumentée les plus fréquents (avec leur taux de couverture)

Les produits

Il était difficile de prévoir l'irruption prioritaire de ce thème d'argumentation alors que pourtant le terme de « produits(s) » est au centre du débat : des produits sont dangereux ou sont suspectés de l'être alors même qu'il permette des rendements susceptibles de nourrir la population, de permettre aux agriculteurs de vivre de leur métier. L'interdiction brutale de ces « produits » (chimiques) n'est-elle pas un leurre alors même que la mondialisation permettra que les produits « agricoles » que ne produira plus la France soient importés de pays qui auront une réglementation permissive et l'on importera des produits agricoles plus dangereux que ceux qui étaient produits en France ? Les réponses seraient plutôt dans les

méthodes alternatives (le bio, l'agriculture durable) et dans les produits de substitution. Mais ceci impose des pouvoirs publics un soutien financier des agriculteurs et une capacité à stimuler les recherches nécessaires en agronomie. Mais la recherche publique est-elle en état de déployer prioritairement ces recherches ? Le pouvoir politique a-t-il la capacité de faire pression sur la recherche privée des firmes qui ont imposé à l'agriculture un modèle de productivité orienté vers le profit que l'on a fait miroiter aux agriculteurs mais qui concerne essentiellement les gains financiers escomptés par les firmes elles-mêmes ?

L'économie ne peut pas diriger un monde qui bientôt n'existera plus puisque ce monde va être malade à cause des produits dangereux qui permettent un rendement important mais qui va utiliser ces produits?

Les produits utilisés en agriculture comme dans d'autres domaines méritent que La Science donc l'Etat engage des recherches pour trouver des produits de substitution moins nocifs.

Le monde des petits agriculteurs est à la peine, donc ne pas les pénaliser, mais ne pas leur imposer des mauvais produit (Monsanto...)

Il me paraît difficile d'interdire sans prendre en compte la réalité des agriculteurs. En revanche tout doit être fait pour favoriser une transition dans un délai raisonnable afin de supprimer les produits dangereux.

On ne peut supprimer du jour au lendemain un produit, même néfaste, qui permet une production agricole suffisante pour la survie des agriculteurs et nourrir la population. Mais il faut aussi trouver une alternative viable pour remplacer le produit.

C'est une réforme générale et globale de l'ensemble de la filière agricole qui doit être envisagée pour permettre aux agriculteurs de vivre décemment en produisant des produits de qualité, non dangereux et qui arrivent à un prix raisonnable chez le consommateur.

Il est important de faire vivre les agriculteurs, ce sont eux qui nous font vivre. Si un produit est nocif pour les hommes il faut laisser le temps aux ingénieurs de trouver un autre produit de substitution tout en prenant en compte la survie économique des agriculteurs.

Car en fait le dilemme est bien dans la temporalité : faut-il d'abord interdire des produits ou laisser le temps de se tourner vers des méthodes alternatives de production agricole et des produits de substitution ?

La santé

Ce thème jugé prioritaire est décliné en santé de la population, en santé de l'homme, en santé publique, en santé des agriculteurs, en santé de la planète. Les citoyens perçoivent la difficulté des arbitrages, même si

L'économie ne devrait pas passer avant la santé humaine, animale et environnementale...

Et si

*La priorité est de protéger la santé de l'homme...
Il faut penser à la santé de la population mais aussi à la vie des agriculteurs...*

qui ont pour mission de faire vivre la population. Aussi :

Il faut protéger la santé, sans pour autant frapper un ou des secteurs déjà fragilisés, un compromis doit être trouvé notamment par la réflexion éthique.

Il est indispensable de mettre la santé en première ligne, il faut donc trouver des alternatives afin que les agriculteurs puissent travailler et générer des revenus décents tout en préservant la santé de leurs concitoyens.

Mêmes si quelques-uns priorisent l'interdiction

En revanche si nocivité prouvée : interdiction peu importe les conséquences économiques, puisque cela peut impacter la santé des agriculteurs eux-mêmes!

Mais l'attente n'est concevable qu'en présence d'une vraie politique prévisionnelle

Une volonté politique est nécessaire pour permettre aux agriculteurs de modifier leurs pratiques et de les accompagner progressivement, sans que cela dure des années et que la santé d'une génération soit sacrifiée.

L'agriculture

On retrouve des termes comme agriculture « intensive », « productiviste » opposés à une agriculture « biologique », « raisonnée », qui sont l'agriculture de l'avenir. Les problèmes actuels ne sont pas le fait des agriculteurs auxquels industrie et politique agricole ont imposé un modèle productiviste

Il ne faut pas leur mettre toute la faute sur les épaules. Ces sont les politiques agricoles qui les ont conduit à produire toujours plus....

Il faut réformer le système entièrement, se tourner vers une autre agriculture, qui ne cherche pas le rendement à tout prix, privilégie la qualité à la quantité. Une agriculture qui ne serait pas tournée vers l'industrie mais vers le consommateur, plus respectueuse de l'environnement également. Aujourd'hui, les multinationales forcent les agriculteurs à se plier à leurs règles... L'Etat a le devoir d'interdire les pesticides et autres substances dangereuses, aider les agriculteurs à changer leur façon de faire afin de se tourner vers une agriculture durable, écologique. Sortir de l'élevage intensif est une priorité. Le consommateur

peut aussi agir à son échelle en achetant des produits locaux, en vente directe, en boycottant les produits vendus à bas coûts dans les supermarchés, provenant de d'autres pays la plupart du temps.

Les méthodes

Car tout le problème est bien d'avoir des « méthodes » alternatives et de substitution, mais aussi de distribution. Mais la difficulté majeure réside dans les délais nécessaires alors qu'il y aurait urgence à agir, dans la volonté politique et dans l'engagement des industriels, souvent mis en doute.

Se dépêcher d'avoir des méthodes alternatives mais les industriels ne sont hélas pas d'accord, donc on ménage la chèvre et le chou!

... Et favoriser les méthodes alternatives de culture et de distribution, qui existent déjà ... souvent à petite échelle et ne sont pas développées en raison des fortes pressions industrielles.

Encourager des méthodes alternatives de culture et de distribution. À mon avis il faut agir de façon progressive pour trouver des méthodes alternatives pour permettre d'avoir une bonne santé publique, mais également permettre aux agriculteurs d'avoir un salaire convenable.

La (les) solution(s)

Tout ceci appelle des « solutions » « prioritaires, pérennes, innovantes, saines, compétitives, propres » car il s'agit tout à la fois de préserver la santé des populations, tout en évitant la pénurie alimentaire et la ruine des agriculteurs car le défi engage solidairement la société. Mais est-ce une illusion ?

Passer toute l'énergie et les forces vives de la recherche pour trouver une autre solution et arrêter de créer de mauvais produits, ne pas hésiter à arrêter des usines comme MONSANTO mais c'est eux qui ont l'argent alors ce n'est même pas la peine d'y penser, l'argent est roi.

La production et les rendements

Ces thèmes sont surtout l'occasion de constats :

La production animale induit des souffrances aux animaux (enfermement, mauvais traitements, stress dans les transports et à l'abattoir).

L'alimentation produite est en monoculture (perte de biodiversité), avec des intrants qui rendent les sols imperméables et non fertiles, ainsi que des produits phytosanitaires qui sont mauvais pour la qualité de l'eau, de l'air et de l'alimentation. De plus l'alimentation produite n'est pas consommée sur place et nécessite des transports polluants.

Seul un effort de groupe, à l'échelle de toute la population, pourra renverser cette nécessité de rendement astronomique responsable de l'agriculture intensive et des dérives qu'elle induit.

Le temps

Le thème du temps est développé par toutes celles et ceux qui sont conscients des risques induits sur la santé mais qui en même temps constatent que les nouvelles méthodes proposées ou imposées à l'agriculture, fondées sur le rendement ont entraîné des modifications structurelles de la filière agricole à laquelle il faut laisser le temps de sortir du modèle actuel pour un modèle soucieux de la santé et du respect de la biodiversité :

Il est important de faire vivre les agriculteurs, ce sont eux qui nous font vivre. Si un produit est nocif pour les hommes il faut laisser le temps aux ingénieurs de trouver un autre produit de substitution tout en prenant en compte la survie économique des agriculteurs.

Une interdiction par exemple de pesticides ou d'herbicides doit être anticipée de façon à laisser le temps aux chercheurs et agriculteurs de trouver des alternatives.

La vie

Il est ici question de la « vie économique » des agriculteurs, de la « vie de l'homme en bonne santé », des industriels « à la vie dure ». Il s'agit aussi d'un appel à la réflexion de la société, car il ne suffit pas d'interdire :

Nous devons repenser notre mode de vie.

Conclusions

Plutôt que l'interdiction abrupte des produits jugés dangereux, les personnes ayant renseigné le questionnaire sont plus souvent favorables à l'encouragement de méthodes alternatives de culture et de distribution. Toutefois les agriculteurs sont moins souvent favorables que la population urbaine à l'interdiction « quelles que soient les conséquences économiques » et ils sont, contrairement à la population urbaine plus nombreux à préférer procéder de manière progressive pour trouver des produits de substitution plutôt que se reporter sur des méthodes alternatives de culture et de distribution qui néanmois attirent plus du tiers d'entre eux. La problématique environnement et santé ne peut être réduite ni à un train d'interdictions ni à une éthique écologisante. Car les modèles de production fondés sur le rendement ont été imposés au monde agricole par les firmes industrielles et l'aval du pouvoir politique. Il s'en est suivi des modifications structurelles de l'agriculture (et de l'élevage) qui exigent maintenant des solutions durables, étalées dans le temps, engageant la recherche publique et la recherche privée stimulées par une volonté politique apte à évoluer vers une agriculture raisonnée soucieuse de la survie des agriculteurs (dont on sait la fonction nourricière), de la préservation de la biodiversité et de la santé.

Annexe 4.15

Question 17. Principe de précaution

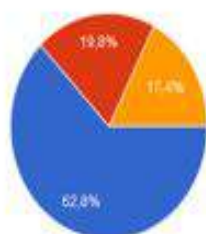
Si un produit semble nocif pour la santé de l'homme, pensez-vous :

- Qu'il faille l'interdire en présence d'une suspicion : principe de précaution même si cela peut mettre à mal la filière agricole ou industrielle
- Qu'il faille attendre la preuve définitive pour procéder à son interdiction même si cela peut avoir des conséquences sur la santé.
- Ne se prononce pas

Résultats quantitatifs

Résultats globaux

2 041 réponses



- Qu'il faille l'interdire en présence d'une suspicion : principe de précaution même si cela peut mettre à mal la filière agricole ou industrielle.
- Qu'il faille attendre la preuve définitive pour procéder à son interdiction même si cela peut avoir des conséquences sur la santé.
- Ne se prononce pas.

Figure 1 Q17. Pourcentages des réponses

La majorité des 2041 personnes qui ont répondu à cette question (62,8%) s'inscrit en faveur de

l'application du principe de précaution, moins d'un cinquième préfère attendre la preuve définitive pour interdire et 17,4% ne se prononcent pas.

Focus sur le monde urbain et le monde rural

	Interdire (principe de précaution)	Attendre la preuve définitive	Ne se prononce pas	Totaux
Population totale	1281 (62,8%)	404 (19,8%)	356 (17,4%)	2041
Agriculteurs	32 (45,7%)	26 (37,1%)	12 (17,1%)	70
Rural	274 (59,4%)	111 (24,1%)	76 (16,5%)	461
Urbain	688 (62,8%)	195 (17,8%)	212 (19,4%)	1095

Tableau 1. Q 17. Répartition des réponses en fonction de l'habitat et chez les agriculteurs

Les agriculteurs se distinguent toutefois de la population générale des répondants d'une part et des personnes habitant une zone urbaine. En effet les agriculteurs sont moins enclins à interdire le produit incriminé en excipant du principe de précaution que les citoyens (45,7% vs 62,8%). Ils sont donc plus souvent enclins à attendre la preuve définitive (37,1% vs 17,8%), ces différences de pourcentages étant significatives (Chi carré 6,02 ; ddl=2 ; p<.05). La population rurale (qui ne comporte pas que des agriculteurs) se distingue aussi

significativement de la population citadine (Chi carré 8,53 ; ddl=2 ; p<.02). Les questions 16 et 17 mettent donc en évidence une ligne de fracture sociétale discrète mais réelle entre le monde urbain et le monde rural en général et les agriculteurs en particulier. Si les deux mondes partagent bien sûr les mêmes risques pour la santé, le monde urbain n'est pas engagé dans sa vie quotidienne, professionnelle, économique par la problématique, ce qui ne lui permet pas d'être immergé de la même manière dans sa complexité. Les études éthiques sur ce sujet devraient éviter de se contenter de données spéculatives pour entendre l'ensemble de la société afin de ne pas opposer la France des villes engagée dans une spirale métropolisante et la France rurale. Or l'enjeu éthique est d'autant plus impératif que le monde rural est, on l'a vu, très conscient des liens entre environnement et santé.

Etude textuelle qualitative : 879 commentaires aux réponses

Fréquence des mots



Figure 2 Q17. Nuage de mots

La construction d'un nuage des 50 mots les plus fréquents regroupés par champs lexicaux montre toujours la prééminence du terme « produits », suivi de près par le terme « santé » le plus utilisé, autour duquel gravitent

deux termes en tension : « principe de précaution » d'une part et « preuve ». On retrouve comme dans la question précédente deux verbes qui fonctionnent comme des outils de connexion lexicale tendus entre ce qu'il « faut » faire, et ce qui « peut » être fait en fonction du « risque » face auquel deux voies sont ouvertes : « interdire » et « attendre ».

Arguments et propositions

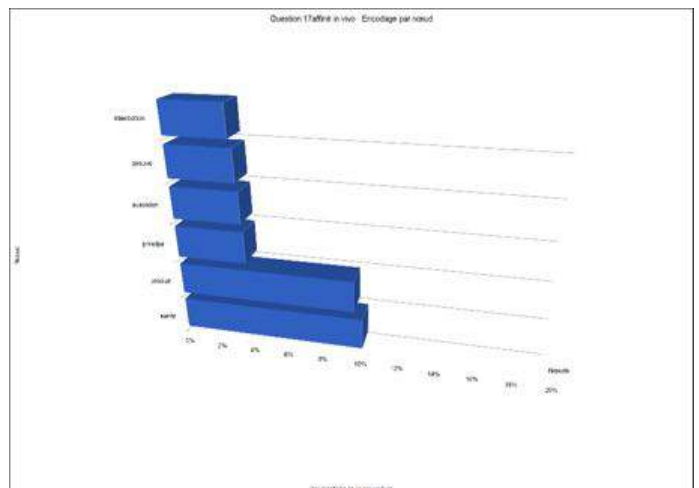
Thèmes	Couverture
santé	10,37%
produits	9,91%
principe	3,94%
suspicion	3,86%
preuve	3,75%
interdiction	3,64%

Tableau2. Q17. Argumentation classée en six thèmes en fonction de leur récurrence (pourcentage de couverture)

Les six thèmes les plus souvent exprimés ciblent la « santé » et les « produits » et

débatte du « principe de précaution » qui doit fonder pour la majorité l'interdiction mais qui s'inscrit de manière indécise entre « suspicion » et « preuve ».

Figure 3 Q17. Les six thèmes de discussion argumentée les plus fréquents (avec leur taux de couverture)



Le principe de précaution : quelles représentations ?

Certes on peut lire que

Le principe de précaution est un bon principe...

On ne joue pas avec la santé des humains.

Mais force est de constater que sa représentation est floue car on appelle tantôt à le renforcer :

Trop de produits (ainsi que des médicaments) ont passé les mailles du filet du principe de précaution, trop de vies en ont souffert, je pense qu'il faudrait renforcer ce principe.

Comme si les mailles du filet étaient trop larges, tantôt à le « nuancer », comme si les mailles étaient trop petites :

Le principe de précaution doit être nuancé et son application doit tenir compte de la gravité du risque et de la robustesse de la présomption de nocivité. On ne peut tout interdire au moindre soupçon, mais attention et sagesse.

Le principe de précaution est ainsi représenté soit comme possiblement inefficace soit comme possiblement excessif.

Le principe de précaution : quels critères ?

Il est plus facile d'invoquer le principe de précaution que de fixer ses critères. Il faut à la fois dépasser la simple suspicion tout en étant en deçà de la preuve. Cette ambiguïté apparaît bien dans les commentaires qui font de ce principe une auberge espagnole lexicale : on y trouve le sens qu'on lui apporte :

On peut ainsi crier à l'évidence et le confondre avec la suspicion :

Cette procédure devrait être évidente, en cas de suspicion on arrête la distribution du produit jusqu'à preuve du contraire.

Je ne pense qu'il faille attendre la preuve définitive: dès la présence d'une suspicion, il doit être recherché un produit de substitution qui doit être mis en place dans un délai raisonnable.

Mais on peut lire aussi :

Il faut la preuve qu'il est néfaste, sinon toute suspicion provoquerait une interdiction et cela pourrait engendrer des débordements.

Si on interdit à chaque suspicion, alors on va revenir au temps des cavernes.

Si le produit semble nocif, alors il faut apporter la preuve.

Aussi certains en viennent même à critiquer le choix offert entre suspicion suffisante pour déclencher le principe de précaution et preuve :

Aucune des deux réponses n'est bonne, il ne faut pas bien sûr, laisser en place jusqu'à preuve formelle, mais pas non plus supprimer à la moindre suspicion.

Ce qui peut conduire à des propositions intermédiaires :

Je me positionne entre les deux propositions en allant vers la réduction de cette utilisation de produit en attendant la preuve.

Tandis que d'autres en appellent à une exigence de preuve de l'innocuité qui devrait être apportée avant toute utilisation.

Le principe de précaution devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie sur sa définition, ses critères d'application, ses enjeux éthiques faute de quoi il restera écartelé entre la moindre suspicion (car on ne peut transiger avec la santé) et la preuve « statistique » (qui seule permet la certitude au risque d'accroître le nombre des victimes). En attendant et au minimum chaque produit ou chaque décision susceptible de retentir sur l'environnement et sur la santé devrait faire l'objet d'une analyse approfondie de leurs avantages et de leurs risques. On sait néanmoins que cette évaluation risques/avantages appliquée aux médicaments n'empêche pas la survenue d'effets secondaires inattendus ne se dévoilant que lors de leur utilisation à large échelle.

En conclusion

La majorité des 2041 personnes qui ont renseigné le questionnaire s'inscrit en faveur de l'application du principe de précaution, moins d'un cinquième préfère attendre la preuve définitive pour interdire et 17,4% ne se prononcent pas. Les agriculteurs sont moins enclins à interdire le produit incriminé en excipant du principe de précaution que les citoyens et ils sont donc plus souvent enclins à attendre la preuve définitive. La population rurale (qui ne comporte pas que des agriculteurs) se distingue aussi significativement de la population citadine. Il existe ainsi dans la stratégie de la conduite à tenir à l'égard de produits présumés néfastes pour l'environnement et pour la santé, une ligne de fracture sociétale discrète mais réelle entre le monde urbain et le monde rural en général et les agriculteurs en particulier. Le principe de précaution devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie sur sa définition, ses critères d'application, ses enjeux éthiques faute de quoi il restera écartelé entre la moindre suspicion (car on ne peut transiger avec la santé) et la preuve « statistique » (qui seule permet la certitude au risque d'accroître le nombre des victimes).

Annexe 4.16

Question 18. Santé environnementale et bioéthique

Pensez-vous que la santé environnementale est concernée par la bioéthique ?

Résultats quantitatifs

Résultats globaux

2 047 réponses

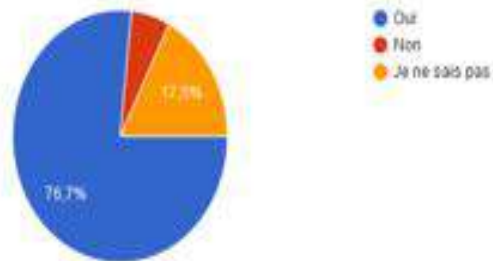


Figure 1 Q18.

Pourcentages des réponses

Plus des trois-quarts des 2047 personnes (soit 1570) qui ont répondu à cette question (76,7%) considèrent que la santé environnementale est concernée par la bioéthique, et 17,5% (358)

ne se prononcent pas. Seuls 119 soit 5,8% répondent négativement. Sur ce sujet ni les agriculteurs, ni les personnes habitant en zone rurale ne se distinguent des citoyens : ce sujet ne souffre d'aucune fracture sociétale.

Etude textuelle qualitative : 665 commentaires aux réponses

Fréquence des mots



Figure 2 Q18. Nuage de mots

La construction d'un nuage des 50 mots les plus fréquents regroupés par champs lexicaux montre que le terme de « santé » entraîne avec lui les termes « bioéthique », « environnement », « hommes » puis

« vie » ou « vivants », « nature » et en arrière-fond des termes comme « questions », « pensée », « réflexion », « générations » : le thème environnement et santé engage donc la vie présente et les générations à venir.

Arguments et propositions

Thèmes	Couverture
vie	10,49%
santé	9,61%
environnement	8,15%
bioéthique	6,13%
humaine	5,93%
question	4,55%
impact	4,52%

Tableau2. Q17. Argumentation classée en sept thèmes en fonction de leur récurrence (pourcentage de couverture)

Les sept thèmes les plus souvent argumentés sont consignés dans le tableau ci-contre.

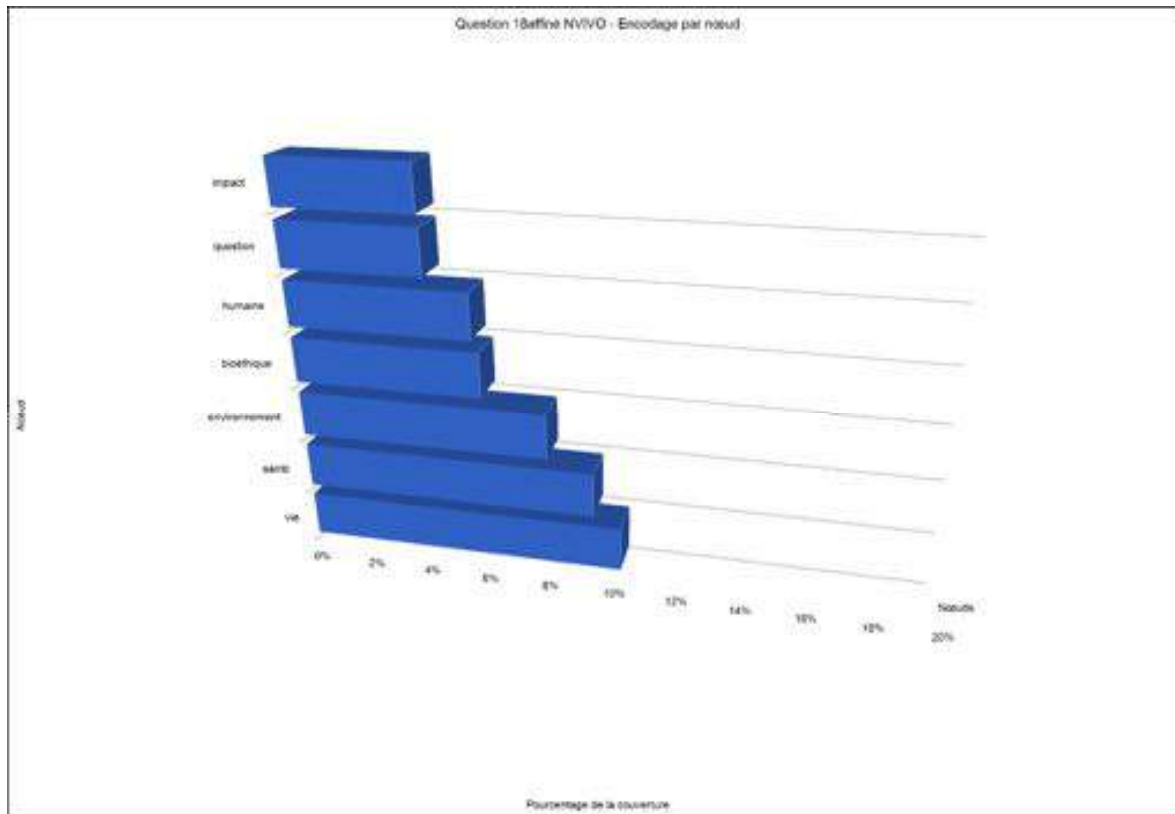


Figure 3 Q18. Les sept thèmes de discussion argumentée les plus fréquents (avec leur taux de couverture)

Bioéthique et vie

On a pu lire de manière isolée que

La santé environnementale, c'est de l'éthique tout court. La bioéthique (si mal nommée) ne doit se limiter qu'à la question de la vie humaine (son début et sa fin).

Mais il s'agit là d'une exception. On peut lire le plus souvent

Nous sommes tous reliés et dépendant de la Nature et par tout ce qui va dans le sens de la Vie, donc la bioéthique doit y réfléchir et se prononcer au service de la vie sous toutes ses formes.

Pour moi, la bioéthique concerne d'une part l'éthique appliquée aux questions sur le début de vie, la fin de vie et la modification du vivant (notamment au niveau génétique), mais elle concerne aussi d'autre part le

vivant au sens bien plus large (végétaux, animaux, etc.), et donc les questions environnementales.

Pour certains la légitimité de la bioéthique tient à ce que les modifications environnementales peuvent altérer la vie en bonne santé et en ce sens elle reste une éthique biomédicale alors que pour d'autres le domaine de la bioéthique est le vivant et notamment celle de l'humain dans son environnement :

Penser le vivant, n'est-ce pas penser la vie de l'humain dans son environnement terrien ?

Bioéthique et santé environnementale

Certes la santé humaine dépend aussi de la qualité de l'environnement et donc des choix éclairés (espérons-le) faits pour que l'environnement soit propice au maintien de la santé humaine (je ne dis pas du plus grand nombrece serait un propos utilitariste). Les décideurs doivent penser Santé et pas seulement rendement et profit. Facile à dire, m'objecterez-vous, mais le choix éthique s'exerce obligatoirement dans une tension.

Enfin c'est un tout car une bonne santé environnementale est gage de notre bonne santé et donc prendre soin de l'environnement c'est prendre soin de nous-mêmes.

La bioéthique nous fait réfléchir autour de la vie et de la santé, la santé environnementale impact également sur la santé des populations. Cependant ayant eu des cours de bioéthique je regrette que ce thème ne soit pas plus souvent abordé alors qu'il demande autant de réflexion que l'AMP, la GPA, l'euthanasie.

Il s'agit ainsi très majoritairement de légitimer l'investissement des problématiques liées à la santé environnementale par la bioéthique dont le champ doit s'étendre à l'ensemble du vivant car

L'être humain et l'environnement sont interdépendants.

En conclusion

Plus des trois-quarts des personnes qui ont répondu considèrent que la santé environnementale est concernée par la bioéthique. Sur ce sujet ni les agriculteurs, ni les personnes habitant en zone rurale ne se distinguent des citadins : ce sujet ne souffre d'aucune fracture sociétale. Les citoyens approuvent dans leur majorité l'investissement des problématiques liées à la santé environnementale par la bioéthique dont le champ doit s'étendre à l'ensemble du vivant.

Annexe 4.17

Question 19. Chlordécone

Le chlordécone est un pesticide qui a été largement utilisé aux Antilles (Martinique, Guadeloupe) pour traiter les bananeraies infestées par le charançon. Sa toxicité pour la santé a entraîné son interdiction aux Etats-Unis dès 1976 alors que le produit a été utilisé aux Antilles jusqu'en 1993. Or le produit a durablement contaminé les terres de culture et pollué les eaux de rivière car il n'est pas biodégradable. Dans les zones contaminées le produit peut être retrouvé dans les légumes, les œufs, les viandes, les poissons. Il est susceptible d'augmenter le risque de cancer de la prostate, et, chez l'enfant de déficit cognitif. Afin de protéger les populations, les denrées alimentaires sont soumises à un contrôle de leur teneur en résidus de chlordécone mais le seuil maximum autorisé est considéré par certains comme trop élevé pour mettre les populations à l'abri de tout danger.

Avez-vous entendu parler de ce problème environnemental ?

Selon vous pourquoi connaissez-vous ou ignorez-vous cette pollution qui affecte les Antilles?

Cette question a été ajoutée dans le questionnaire en ligne car il s'agit d'un sujet préoccupant de pollution et de santé environnementale affectant La Martinique. L'Espace éthique de la Martinique avait initialement pensé se saisir aussi du thème de la Santé environnementale mais a préféré y renoncer par crainte d'un manque de sérénité des débats. Le site de Poitiers de l'ERENA a souhaité ainsi manifester une solidarité de pensée avec l'Espace éthique de la Martinique tout en évaluant le degré d'information des citoyens résidant en France hexagonale à l'égard d'un problème touchant la France d'Outre-mer. C'était aussi l'occasion de montrer que c'est à juste titre que le champ de la bioéthique est bien celui de la vie sur « terre », ou sur la « planète », termes qui reviennent souvent dès que l'on aborde la problématique de l'environnement, de la vie et de la santé.

Résultats quantitatifs

Résultats globaux

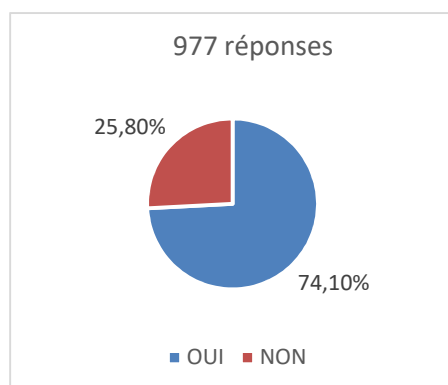


Figure 1 Q19. Pourcentages des réponses

Trois-quarts des 977 personnes qui ont répondu à cette question n'avaient pas entendu parler du problème environnemental posé par le chlordécone. Ceci montre les efforts d'information qui restent à faire pour ne pas confiner la santé environnementale à son environnement immédiat.

La problématique de l'information : les médias sont-ils responsables ?

Le problème de l'information est au cœur des débats tels que les reflètent les commentaires. Bien sûr, le principal argument relatif à la méconnaissance du drame de la chlordécone vise les médias qui ne cachent pas ces informations mais qui ne leur accorde pas la première place :

J'ai entendu parler de cas similaires mais je ne connaissais pas celui-là. La cause? La sélection de l'information par les médias qui bien souvent préfèrent parler du temps qu'il fait ou des dernières aventures de célébrités plutôt que de s'intéresser aux vrais problèmes.

Présentez l'information comme étant un risque d'empoisonner la dernière star à la mode, ou l'ensemble de la population touristique et vous aurez plus d'oreilles pour vous écouter.

Parce que je ne suis pas certaine que ce problème fasse la une de l'actualité! C'est un problème grave qui doit tous nous concerner, il est regrettable que l'actualité ne parle pas davantage de ce genre de problèmes.

Information, lobbies et élus

Sont aussi visés les lobbies, voire même les élus

Par ce que, comme toujours, un ou des lobbys agissent pour occulter l'information.

Parce que les représentants élus de ces territoires ne font pas ou sont empêchés de faire leur travail qui est de servir l'intérêt de la population qu'ils représentent.

La responsabilité citoyenne

Mais les citoyens ne fuient pas pour autant leur propre responsabilité

Et également pour ma part le fait que je sois étudiante et n'aie pas beaucoup de temps à consacrer à l'actualité même si cela m'intéresse. De plus, l'information en ligne est parfois payante et je n'ai pas de poste télévisé.

Peut-être un manque de curiosité pour une information qui est précise au point de ne pas être très accessible.

Par ce que je ne suis sans doute pas assez attentif à ce type de problématique...Parce que les Antilles c'est loin de la métropole et de ses soucis ego centrés...

Une mission « éthique » des débats publics

Les citoyens s'avèrent réceptifs aux informations délivrées par les débats publics et par la possibilité que leur donne de s'exprimer le questionnaire en ligne

Mais ce n'est pas le seul sujet dont le public n'est pas informé. Les Antilles c'est loin, ancienne colonie, esclavage... on continue de frapper les populations défavorisées, on veut la surconsommation, les dirigeants se foutent que les populations soient atteintes de tout ça. Les constats sont faits, ils connaissent les conséquences, rien est fait... Je suis très pessimiste quant à l'avenir de mes enfants, mais l'homme est en train de détruire l'homme. Je suis impuissante face à tout ça. J'ai pris le temps de répondre à ce questionnaire, mais quel impact auront mes réponses sur les décisions des plus puissants. Nous ne sommes que des pions. En tout cas merci pour m'avoir permis de m'exprimer au nom de mes enfants et petits-enfants à venir!!!

En général, ce genre de problème n'est pas mis en avant pendant très longtemps (voire pas du tout). On peut probablement mettre cela sur le fait que ce n'est pas quelque chose qui touche la France directement, que les journaux essaient de parler de ce qui intéressera le plus de personne ici et que le manque d'éducation sur ce genre de sujet ne les rend pas assez attrayant.

Même des citoyens informés apprécient de pouvoir s'exprimer :

J'ai travaillé dans un organisme de recherche où cette question est bien connue et apporté mon expertise à des montages pour valoriser des produits de lutte bio pour éviter son utilisation. Le rôle des importateurs locaux et des familles vivant de la vente de ces produits, qui ont bloqué toutes les innovations permettant de s'en passer, est énorme. Malheureusement le grand public est très peu informé, à part les lecteurs des grands quotidiens. Je ne mange que des bananes bios pour éviter d'être exposé à ce produit.

En conclusion

Trois quarts des personnes qui se sont mobilisées pour répondre au questionnaire en ligne n'avaient pas entendu parler du drame du chlordécone vécu par les Antilles et en particulier par la Martinique. Qui est comptable dans une démocratie pluraliste de l'information ? Cette information a certes été délivrée par les medias en France hexagonale mais « elle n'a pas fait la une ». Les citoyens ne fuient pas pour autant leur propre responsabilité mais ces informations, peu divulguées par les lobbies appellent, en raison de leurs enjeux éthiques, à des débats publics aptes à nourrir le besoin de discernement des citoyens et qui pourraient s'inscrire dans les missions des structures éthiques institutionnelles : CCNE et espaces éthiques.